Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 MARS 1857.

DROIT DE SORTIE SUR LES PEAUX.

(Pétition des bottiers et cordonniers de Bruxelles et des ses faubourgs. analysée dans la séance du 31 janvier 1857).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DE L'INDUSTRIE (1), PAR M. **LOOS**.

MESSIEURS,

Les bottiers et cordonniers de Bruxelles et de ses faubourgs se plaignent de la cherté des cuirs et demandent, comme remède au mal qu'ils signalent, à ce qu'il soit établi un droit à la sortie de 30 p. % sur les peaux provenant du bétail abattu dans le pays.

Ils ne demandent pas qu'on établisse des droits prohibitifs à l'exportation des produits de nos tanneries ; ils s'imaginent, sans doute, que si les tanneurs parvenaient à acheter les abats belges à des prix inférieurs à ceux qu'en obtiennent aujourd'hui les producteurs, ils trouveraient, de leur côté, à acheter le cuir à meilleur marché. Il est probable, cependant, que ces prévisions ne se réaliseraient pas, puisque les cuirs tannés sont à des prix plus élevés encore à l'étranger qu'en Belgique, et la preuve, c'est que nos tanneries exportent même vers l'Angleterre.

La cherté des cuirs ne se fait pas seulement sentir en Belgique, elle existe dans tous les pays qui nous environnent et provient de causes prévues par le commerce, mais dont les pétitionnaires semblent ne pas se douter et dont ils ne tiennent pas compte.

Les abats du pays n'entrent que pour une faible part dans les approvisionnements de nos tanneries, qui emploient généralement des peaux d'une qualité supérieure, provenant des pays d'outre-mer et principalement de Buenos-Ayres et de Montevideo.

(1) La commission est composée de MM. Loos, président, LESOINNE, VAN ISECHEN, ALLAND, JANSSENS, FAIGNART, DE LA COSTE, WAUTELET et DE SMET.

Les guerres civiles, qui si longtemps ont régné dans ces contrées, ont donné lieu à des abats anticipés et, par suite, à des exportations considérables qui, de 1846 à 1850, ont amené sur les marchés d'Europe des prix excessivement bas, une dépréciation notable dans la valeur des cuirs secs et salés. Cet état de choses ne pouvait manquer d'avoir pour résultat, au bout de quelque temps, une pénurie dans la production, des exportations moindres vers l'Europe, et conséquemment sur nos marchés des prix plus élevés. Cette réaction était prévue et annoncée par le commerce, on en a subit les conséquences aujourd'hui. Il est à prévoir aussi que l'équilibre se rétablira, et qu'avant peu d'années, les prix reviendront à leur état normal.

Le seul remède pour les pétitionnaires, à la situation dont ils se plaignent, c'est qu'en attendant l'abaissement du prix des cuirs tannés, ils vendent les produits de leur industrie à des prix en rapport avec ceux de la matière première, et c'est ce qu'en réalité ils paraissent faire déjà depuis quelque temps.

La commission trouve qu'il serait injuste d'empêcher, au moyen de droits élevés, la sortie des abats belges, et de contribuer ainsi à faire augmenter encore le prix de revient de la viande de boucherie.

Les pétitionnaires prétendent que les exportations de cuirs ont dépassé, en 1855, de 507,672 kilogrammes les importations. C'est là une erreur de leur part, qui provient d'un double emploi dans les calculs qu'ils produisent : après avoir indiqué, d'après la statistique officielle (page 89), les quantités exportées qui figurent à la première colonne, comprenant les marchandises *belges* et étrangères, ils font encore entrer en ligne de compte les quantités spéciales indiquées à la seconde colonne (marchandises belges), déjà comprises dans la première.

Voici, du reste, la situation exacte :

Il s'en suit donc :

Qu'il a été importé, en 1888, cuirs secs salés et tannés.	kil.	7,117,703
Exporté.		6,674,829
		<hr/>
Plus importé qu'exporté.	kil.	442,874
Qu'il a été déclaré pour la consommation.	kil.	1,616,447
Exporté, produits belges.		981,566
		<hr/>
En plus pour la consommation	kil.	664,881

La commission est d'avis, à la majorité de six voix contre une, qu'il n'y a pas lieu d'accueillir favorablement la demande des pétitionnaires, et propose le dépôt de leur requête au bureau des renseignements. Deux membres se sont abstenus, étant arrivés à la séance après la lecture du rapport.

Le Rapporteur,

J. FRANÇ^s LOOS.

Le Vice-Président,

CH. LESOINNE.